



Cofinancé par
l'Union européenne

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



APPEL A PROJETS FEDER MODIFIE (n°1)

Programme *Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes*
FEDER/FSE+/FTJ 2021-2027

Objectif Stratégique 2 « Une Europe + verte »

Objectif spécifique 2.4 « Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes »

« Adaptation au changement climatique »

Dépôt des candidatures :

Les dates limites de dépôt font l'objet d'une information sur le site => europe.maregionsud.fr

Codification E-synergie :

Territoire :	<i>Provence-Alpes-Côte d'Azur</i>
Programme :	<i>Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027</i>
Appel à projets :	<i>139-1 - Adaptation au changement climatique (1)</i>
Codification :	<i>PR02 - RSO2.4_SolutionsNature</i> ou <i>PR02 - RSO2.4_ContinuitésEcologiques</i>
Service Guichet :	<i>Guichet STJEE</i>

TABLE DES MATIERES

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS	3
2. TYPOLOGIES D’ACTIONS CIBLEES	4
2.1. Solutions fondées sur la nature.....	4
2.2. Restauration des continuités écologiques	6
2.3. Principes directeurs.....	7
2.4. Respect de la réglementation sur les aides d’Etat	8
3. TYPOLOGIES D’ACTIONS EXCLUES.....	9
4. CRITERES D’ELIGIBILITE DES OPERATIONS	9
4.1. Lieu de réalisation	10
4.2. Bénéficiaire.....	10
4.3. Typologies d’actions	10
4.4. Date de démarrage de l’opération	10
5. CRITERES D’ELIGIBILITE DES DEPENSES	10
5.1. Coûts directs au réel.....	11
5.2. Coûts directs au forfait	11
5.3. Coûts indirects au forfait	11
5.4. Dépenses exclues	12
6. TAUX D’INTERVENTION ET MONTANT DE L’AIDE.....	12
7. INDICATEURS	13
8. PROCEDURE DE CANDIDATURE A L’APPEL A PROJETS	13
Pour plus d’informations concernant la procédure de candidature, consultez le guide du candidat.	13
8.1. Portail e-Synergie	13
8.2. Composition du dossier de candidature	13
8.3. Contacts et renseignements.....	13
8.4. Recevabilité du dossier de candidature	14
9. MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS.....	14
10. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES.....	15
11. OBLIGATIONS DE L’AUTORITE DE GESTION	15
11.1. Respect de la confidentialité	15
11.2. Traitement et la protection des données à caractère personnel	15
ANNEXE A RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION	16
ANNEXE B RELATIVE AUX INDICATEURS.....	17

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS

Provence-Alpes Côte d’Azur fait partie des régions de France métropolitaines les plus riches en termes de biodiversité résultant de la combinaison simultanée d’éléments du patrimoine naturel à affinité méditerranéenne et à affinité alpine. Du littoral méditerranéen aux sommets alpins en passant par les vallées du Rhône et de la Durance, le territoire se caractérise par une forte diversité de reliefs, de substrats géologiques et de climats. Cette combinaison d’éléments naturels et climatiques associée à une longue histoire d’interactions Homme-Nature explique la diversité des milieux naturels présents. Cette richesse naturelle confère à la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur une **responsabilité particulière pour atteindre les objectifs des politiques nationales et européennes** visant le bon état des habitats et espèces associées ainsi que des masses d’eau.

Une partie importante de l’attractivité régionale repose sur cette biodiversité qui fait face à **différentes pressions** : changements d’usages des terres, exploitation des ressources, changement climatique, pollutions, espèces exotiques envahissantes. Ces dégradations conduisent au morcellement et à la perte de fonctionnalités des écosystèmes, accroissant ainsi la vulnérabilité des territoires au changement climatique. Or les actions de préservation, de gestion et de restauration des écosystèmes favorisent l’adaptation au changement climatique. C’est pourquoi, la Région Sud Provence-Alpes Côte d’Azur a arrêté en 2019 le **Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires** puis le plan Climat «Une Cop d’avance», et enfin le plan Climat 2 «gardons une Cop d’avance». A l’automne 2022, après avoir été désignée par la Commission européenne comme l’une des 118 régions européennes pionnières sur les enjeux d’adaptation au changement climatique, la Région lance son programme global « Le Sud se lève pour le climat ». Parallèlement, le premier protocole d’expérimentation entre l’Etat et une région dans le domaine de la **planification écologique** est signé. Enfin, la Région finalise actuellement avec les partenaires, la **Stratégie Régionale pour la Biodiversité**.

La Région Sud Provence-Alpes-Côte d’Azur en tant qu’Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du programme FEDER-FSE+-FTJ dont l’un des leviers est l’objectif stratégique 2 visant à préserver les ressources en accompagnant la transition environnementale et énergétique. En mobilisant la totalité des typologies d’actions de l’objectif spécifique 2.4 « Favoriser l’adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes », le présent appel à projets vise à soutenir :

- **Les solutions fondées sur la nature dans un objectif de réduire la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et favoriser sa résilience ;**

Et/ou

- **La restauration des continuités écologiques dans un objectif de maintenir les fonctions essentielles de la biodiversité et favoriser son maintien.**

L’enveloppe indicative de FEDER dédiée au présent appel à projets est de **30 millions d’euros**.

2. TYPOLOGIES D' ACTIONS CIBLEES

2.1. Solutions fondées sur la nature

Les solutions fondées sur la nature sont définies par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature comme « **les actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés** pour relever directement les défis de société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité ».

Les solutions fondées sur la nature recouvrent ainsi plusieurs types d'actions qui visent toutes à répondre aux enjeux simultanés des crises climatiques et d'effondrement de la biodiversité. Grâce aux services écosystémiques, ces solutions ont des co-bénéfices à la fois pour l'homme et pour la biodiversité. Elles sont efficaces/efficientes et sans-regrets. Les écosystèmes terrestres, aquatiques et marins absorbent près de la moitié des émissions de dioxyde de carbone générées par l'être humain. Ils sont aussi indispensables en matière d'adaptation car ils permettent souvent de réduire la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et favorisent sa résilience : les dunes protègent de l'érosion côtière, les herbiers permettent de réduire les effets des vagues causées par les tempêtes, les zones humides constituent une protection naturelle contre les inondations et permettent le rechargement des nappes et des cours d'eau en période de sécheresse, la végétation permet de réduire l'effet d'îlot de chaleur urbain grâce à l'évapotranspiration, la diversité des forêts réduit le risque d'incendie...

Le tableau suivant permet de recenser les principales typologies d'actions soutenues, qui peuvent être combinées entre elles.

A noter cependant que dans le processus de sélection des projets (cf. annexe A de cet AAP), les projets les plus structurants seront priorisés et verront leur note impactée, en ce qui concerne le critère « Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire ».

	Préservation d'écosystèmes Gestion des écosystèmes et des activités Restauration d'écosystèmes dégradés, création d'écosystèmes
Milieus concernés (non exclusif)	Milieus naturels : littoral, montagne, milieux aquatiques, zones humides, forêts... Milieus urbanisés .
Risques concernés (non exclusifs)	Risques naturels, climatiques et gravitaires : inondation, crues, tempêtes, submersion marine, érosion, ennoiment (hausse de la côte marine liée au changement climatique), îlots de chaleur, sécheresse, incendies, éboulement, avalanches...
Typologies d'actions (non exclusif)	<ul style="list-style-type: none">• Acquisition foncière dédiée à la préservation/restauration des écosystèmes et de leurs fonctions écosystémiques ;• Aménagement et équipement opérationnels nécessaires à la création d'espace naturel protégé (hors bâtis) ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux nécessaires à la gestion des milieux, à la réduction des pressions et nuisances, à la restauration d'écosystèmes dégradés, à la recomposition spatiale / repli stratégique (recul des infrastructures et des réseaux), etc. • Désartificialisation des sols ; • Infrastructure verte et bleue en milieu urbanisé : coulée verte, zone d'expansion des crues, renaturation ; restauration de la morphologie naturelle des cours d'eau ;
Exemple d'actions (non exclusif)	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition foncière à vocation préservation d'habitats et d'espèces ; • Mise en défens ; • Acquisition de matériel/instruments destinés à la gestion : suivi, observation, comptage, etc. ; • Gestion souple du trait de côte : refonte des accès, pose de ganivelles, reconstitution cordons dunaires, désenrochement, plantations génie écologique, maintien des banquettes de posidonies... ; • Gestion de zone humide et ripisylve : création de zone d'expansion de crues sur des espaces non bâtis, reprofilage de berge, génie écologique, reconnections hydrauliques, végétalisation, ... ; • Gestion de la diversité forestière (génétique, spécifique, âges et modes de gestion) : sylviculture mélangée à couvert continu, forêt en libre évolution ; • Gestion de la fréquentation : aménagement des accès et du stationnement, des cheminements, <i>numerus clausus</i>... ; • Mesure de partage de l'espace vis-à-vis de certaines espèces/usages ; • Recul stratégique des infrastructures de transport et des réseaux hors des zones de submersion marine, d'érosion côtière, d'enneigement et d'inondation, renaturation des plages... • Création de zone d'expansion des crues ; • Restauration de la morphologie naturelle des cours d'eau, restauration de l'équilibre sédimentaire et du profil en long, connexion latérale avec affluent et zone humide ; • Création de zones humides ; • Désimperméabilisation des sols, noue, revêtements drainant, bassin, d'infiltration ... ; • Remise à ciel ouvert des cours d'eau urbains ; • Renaturation ; • création de forêt urbaine.
Éléments justificatifs attendus	<p>Garantie de conservation des services écosystémiques, de l'usage de préservation du foncier acquis et des modalités de sa gestion.</p> <p>☛ Fournir des documents relatifs à la structure porteuse, au cadre d'intervention (calendrier, financement), aux perspectives opérationnelles de gestion (types d'actions programmées), d'entretien...</p> <p>Caractère fondé et partagé des projets, éléments de choix et de dimensionnement.</p> <p>☛ Fournir la composition des instances de type comité technique / de pilotage, les diagnostics écologique et socio-économique, scénarios étudiés, note de dimensionnement, raison du choix d'un état de référence à atteindre pour les actions de restauration, raison du choix des espèces et des écosystèmes ciblés et garanties sur leur viabilité pour les actions de création d'écosystème.</p> <p>Pérennité des actions financées</p> <p>☛ Fournir des documents relatifs aux modalités opérationnelles et financières de l'entretien nécessaire à la pérennité des actions financées.</p>

2.2. Restauration des continuités écologiques

Les continuités écologiques appelées également « trames » comprennent d'une part des «**réservoirs de biodiversité**» et d'autre part des «**corridors écologiques**» les reliant. Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces. Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

La restauration des continuités écologiques a pour objectif de maintenir ou rétablir un bon état de conservation des habitats naturels et de **permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer et de se développer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.**

Au regard du contexte régional, les interventions visent principalement à **restaurer les corridors écologiques** et des réservoirs de biodiversité altérés, **mettre en transparence les infrastructures** et autres obstacles à la circulation des espèces et à leur cycle de vie et **réduire les pressions d'usage et des nuisances** sur les espèces et les habitats.

Les principales actions ciblées sont données dans le tableau suivant.

	Trame verte	Trame bleue	Trame marine	Trame noire	Trame brune
Milieux concernés (non exclusif)	Milieux naturels : milieux forestiers, milieux ouverts et semi-ouverts (maquis et garrigues, landes)... Milieux urbanisés.	Cours d'eau, canaux, marais, étangs, zones humides, nappes...	Petits fonds côtiers (habitats rocheux et coralligène, herbier de posidonies), plages, cordons dunaires et lagunes ...	Milieux dont la qualité de l'environnement nocturne et l'obscurité sont nécessaires à l'expression de la biodiversité.	Pédosphère
Typologies d'actions (non exclusif)	Travaux nécessaires à : <ul style="list-style-type: none"> • La création et restauration de continuité longitudinale, latérale et verticale ; • L'effacement total ou partiel d'ouvrage (seuils, digues, épis, brises lames) ; • L'adaptation d'infrastructure, d'ouvrages et d'équipements ; • La réduction des pressions sur les milieux. 			Travaux nécessaires à : <ul style="list-style-type: none"> • La restauration de l'obscurité ; • L'adaptation des éclairages et des espaces publics ; • La gestion de l'éclairage. 	Travaux nécessaires à : <ul style="list-style-type: none"> • La création et la restauration de continuité longitudinale, latérale et verticale ; • La restauration des écosystèmes ; • La réduction des pressions sur les milieux.
Exemple d'actions	- Démantèlement d'ouvrage, désartificialisation ;	-Effacement, arasement,	-Effacement d'ouvrage ;	- «Trouée noire», réduction ciblée ;	Démantèlement d'ouvrage,

(non exclusif)	<ul style="list-style-type: none"> - Plantation, régénération ; - Renaturation, reprofilage ; - Passages à faune ; - Habitats artificiels ; 	d'ouvrages (seuil, digue, épi) ; - Rivière de contournement ; -Aménagement d'ouvrages : passe à poissons, échancrures -Reméandrage, tressage, reprofilage, reconnexion nappe-rivière ... ; -Création, restauration, diversification d'habitats ; -Création, restauration de ripisylves.	<ul style="list-style-type: none"> - Ancrage écologique dans l'herbier pour balisage ; - Réduction des pressions d'usage et des nuisances sur les habitats et les espèces : prélèvement, piétinement, bruit, éclairage... ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage intelligent : gestion technique, géographique et temporelle... ; - Dispositif passif : bande, plot, catadioptré, revêtement, capteur... ; 	<ul style="list-style-type: none"> désimper-mabilisation ; - Génie pédologique et écologique pour la réhabilitation : bandes de terre non cultivées, haies, ou talus... -Phyto-remédiation ; -Création de sol et de milieu ;
Eléments justificatifs attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic écologique préalable ; • Raison du choix de l'échelle d'analyse et d'actions au regard de la trame et des démarches existantes ; • Modalité opérationnelle et financière de l'entretien nécessaire à la pérennité des actions financées. 				

2.3. Principes directeurs

L'appel à projets « Adaptation au Changement Climatique » s'appuie notamment sur trois principes directeurs : « pollueur-payeur », « zéro artificialisation nette » et celui de démarche écologique.

Principe de « pollueur-payeur »

Le principe pollueur-payeur repose sur le fait que les frais résultants des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur. Ce principe est essentiel car il fonde les politiques environnementales : **le pollueur doit assumer le coût de la pollution dans toutes ses dimensions.**

Le principe de polluer-payeur est officiellement reconnu par l'Union européenne en 1987 et est un des principes fondamentaux de la politique environnementale de l'Union européenne (article 191 du TFUE). Il est devenu un des quatre principes généraux du droit de l'environnement en France avec notamment la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1er mars 2005 relative à la Charte de l'environnement qui dispose dans son article 4 que « *toute personne doit contribuer à la réparation des dommages qu'elle cause à l'environnement dans les conditions définies par la loi.* »

L'application de ce principe induit que le FEDER ne financera pas les actions liées aux obligations de compensation qui incombent aux maîtres d'ouvrages d'opération ayant un impact résiduel sur l'environnement.

Principe de « zéro artificialisation nette »

La loi Climat et résilience du 22 août 2021 a posé un objectif de « zéro artificialisation nette » à l'horizon de 2050. Elle a également établi un premier objectif intermédiaire de réduction par deux de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 2030 par rapport à la consommation mesurée entre 2011 et 2020.

L'objectif tend donc à **interdire toute artificialisation nette des sols** sur une période donnée. Cela n'implique pas nécessairement l'arrêt total de l'artificialisation de nouveaux espaces. Celle-ci sera conditionnée à une renaturation à proportion égale, d'espaces artificialisés. Tout ce qui sera "pris" sur la nature devra être "rendu".

L'application de ce principe signifie que le FEDER ne financera pas d'opération induisant une artificialisation nette des sols.

Principe de démarche écologique

Les opérations attendues ont une **vocation écologique** et s'appuient sur :

- L'état des connaissances ;
- L'analyse de l'état de conservation des espèces et des milieux, des services écosystémiques rendus, des menaces et des pressions ;
- Les problématiques rencontrées et les enjeux bioclimatiques et socioéconomiques ;
- Les réponses apportées ainsi que les objectifs fixés (état de référence). Les retours d'expériences de solutions similaires peuvent également enrichir la candidature ;
- Les éléments de dimensionnement des solutions et les scénarios envisagés ainsi que la raison des choix opérés ;
- L'analyse territoriale définissant l'échelle d'intervention, la coordination avec les acteurs et les démarches concernés ;
- Les modalités organisationnelles et financières prévues pour entretenir les actions financées et assurer leur durabilité et leur pérennité (génie écologique, travaux et équipements).

L'application de ce principe induit que la candidature puisse apporter tous les éléments nécessaires à son appréciation par l'Autorité de Gestion (cf. éléments justificatifs précisés aux chapitres 2.1 et 2.2.).

2.4. Respect de la réglementation sur les aides d'Etat

L'attribution de subventions européennes à une «entreprise» au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat (article 107 § 1 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne).

Dans le présent appel à projets, **seuls seront considérés les projets hors aides d'Etat et les projets menés dans le cadre d'un service d'intérêt économique et général (SIEG).**

Les projets hors aides d'Etat devront démontrer au moins l'une des conditions suivantes :

- Le porteur de projet n'exerce pas une activité économique ;
- Le projet subventionné ne fausse pas ou ne menace pas de fausser la concurrence ;

- Le projet n'est pas susceptible d'affecter les échanges entre Etats membres, notamment au regard de son caractère « purement local » ;
- L'aide publique est d'un montant inférieur aux seuils « *de minimis* ».

Pour les projets menés dans le cadre d'un SIEG : constitue un SIEG une activité économique au sens du droit de la concurrence, revêtant un caractère d'intérêt général et confiée à une entreprise par un acte exprès de la puissance publique. L'octroi d'aides d'Etat correspondant à des compensations d'obligation de SIEG sera dès lors jugé comme compatible avec le droit de l'Union européenne, lorsque les conditions des textes suivants seront vérifiées :

- La décision d'exemption 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative aux compensations accordées à certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG (elle détermine dans quelles mesures les compensations, qui contiennent un élément d'aide d'Etat, peuvent être exemptées de notification) ; ou

- Le règlement n° 2023/2832 du 13 décembre 2023 relatif aux aides *de minimis* SIEG, spécifique aux compensations accordées aux entreprises chargées de SIEG et qui sont inférieures à 750.000€ sur trois années glissantes.

Les projets menés dans le cadre d'un SIEG devront démontrer l'absence de surcompensation (la compensation ne devant couvrir que ce qui est nécessaire à l'exécution du service public).

3. TYPOLOGIES D'ACTIONS EXCLUES

Le présent appel à projets ne soutient pas :

- Les actions relevant de **mesure compensatoire ou d'unité de compensation, de restauration et de renaturation** en contrepartie d'une opération causant un impact environnemental résiduel ;
- Les **aménagements paysagers et les opérations de végétalisation urbaine** à vocation purement ornementale ou à base d'espèce exotique, sans bénéfice pour les écosystèmes ;
- Les **études amonts et préalables aux travaux** : plan de gestion, diagnostic écologique, étude de faisabilité ;
- Les **habitats artificiels et les mouillages organisés** dans le cadre de la trame marine ;
- Les actions du secteur de la pêche et de l'aquaculture relevant du **Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture** ;
- Les actions du secteur agricole relevant du **Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural**.

4. CRITERES D'ELIGIBILITE DES OPERATIONS

Les critères d'éligibilité des opérations sont cumulatifs. Une opération ne répondant pas à l'un de ces critères est inéligible. Ces critères sont donnés ci-après.

4.1. Lieu de réalisation

Une opération est éligible lorsqu'elle est réalisée sur le **territoire de la région Provence Alpes Côte d'Azur**.

4.2. Bénéficiaire

La structure qui répond à l'appel à projets est dénommée « bénéficiaire ».

La liste des bénéficiaires éligibles est la suivante :

- **Les organismes publics** : Etat, autorités régionale ou locale, organismes de droit public, associations constituées d'une ou de plusieurs autorités ou de plusieurs de ces organismes de droit public, entité privée mandatée par au moins un ou une de ces autorités, organismes, ou associations pour fournir des services publics lorsqu'elle agit en vertu de ce mandat ;
- Les **gestionnaires d'espaces naturels** ;
- Les **associations**.

4.3. Typologies d'actions

Les typologies d'actions ciblées et les principes directeurs poursuivis sont définis au chapitre 2 du présent appel à projets. Les exclusions sont données au chapitre 3.

4.4. Date de démarrage de l'opération

Une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne.

Néanmoins, seront considérés comme inéligibles, les **projets achevés à la date de dépôt de la demande de subvention**, que les paiements s'y rapportant aient été ou non effectués.

5. CRITERES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES



Afin d'établir sa candidature, le candidat doit se reporter au guide du candidat pour prendre connaissance de l'ensemble des conditions et règles applicables à l'éligibilité des dépenses, ainsi qu'à leurs modalités de présentation et de justification.

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible du projet. Elles doivent être :

- rattachables à l'opération ;
- prévues dans le plan de financement du projet ;
- présentées **hors taxe** ;

Elles doivent également être engagées et payées dans le calendrier prévisionnel d'exécution de l'opération et dans tous les cas entre **le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2029**, dates réglementaires d'éligibilité des dépenses.

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels et d'options de coûts simplifiés (coût unitaire, taux forfaitaire ou montant forfaitaire). En effet, dans un objectif de simplification

administrative et financière pour les porteurs de projets et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées et présentées en utilisant des options de coûts simplifiés.

Plusieurs types de coûts (ou dépenses) sont ciblés : les coûts directs au réel et les coûts directs et indirects au forfait.

5.1. Coûts directs au réel

Les coûts (ou dépenses) directs sont les coûts **directement liés à la mise en œuvre de l'opération**, dont le lien direct avec cette opération peut être démontré. Ils sont justifiés sur la base de pièces comptables et non comptables apportant la preuve de la réalisation effective et l'acquittement, notamment des factures attestées acquittées (décaissées).

Le type de dépenses éligibles doit figurer parmi les suivants :

- **Acquisition foncière** conformément au décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.;
- **Travaux** liés à la mise en œuvre du projet : fourniture de matériel et matériaux, livraison, pose, dépose, construction, déconstruction, démantèlement, préparation environnementale de chantier, étude d'exécution intégré au marché de travaux, etc. ;
- **Equipements et machines** liées à la mise en œuvre du projet ;
- **Etudes de maîtrise d'œuvre** telles que définies par le code de la commande publique uniquement si les travaux sont financés dans le cadre de l'appel à projets ;
- **Suivi écologique et instrumentation des sites** (coordination environnementale pendant les travaux, suivi d'impact environnemental pendant le chantier, instrumentation permettant l'acquisition de données sur les milieux concernés par l'opération, suivi d'évaluation post-travaux, pêche de sauvegarde) : matériel, prestation externalisée ;

5.2. Coûts directs au forfait

Dans un objectif de simplification administrative et financière et en conformité avec l'article 53.1 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil, certaines dépenses sont automatiquement calculées en utilisant un taux forfaitaire.

Le type de dépense directe éligible au forfait est le suivant :

- **Frais de personnel** de l'opération calculés selon un taux **forfaitaire fixe de 20 % des coûts directs au réels** (cf. article 5.1.) ;

Il est **soumis à la condition suivante** :

- Les coûts directs au réel de l'opération à prendre en compte pour calculer le taux forfaitaire fixe de 20% ne doivent pas inclure de marchés publics de travaux ou des marchés publics de fournitures et de services **dont la valeur est supérieure aux seuils** fixés à l'article 4 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil ou à l'article 15 de la directive 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil (art 55.1 règlement UE n°2021/1060).

5.3. Coûts indirects au forfait

Les coûts (ou dépenses) indirects sont les coûts qui ne peuvent pas être **directement rattachés à l'opération mais qui demeurent nécessaires à sa réalisation**.

Le type de dépense indirecte éligible au forfait est le suivant :

Coûts indirects selon un **taux forfaitaire de 7 % des coûts directs** (art 54 a du règlement UE n°2021/1060). Ces coûts sont calculés et présentés en appliquant un taux forfaitaire de 7 % au montant des coûts directs au réel éligibles.

Ils couvrent les coûts indirects de type « dépenses administratives » de la structure bénéficiaire¹.

5.4. Dépenses exclues

Sont exclues :

- Les dépenses bénéficiant déjà du soutien **d'un autre fonds, programme, instrument de l'Union** ;
- Les dépenses inéligibles mentionnées dans les règlements européens² et dans le **décret n° 2022-608 du 21 avril 2022** fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période de programmation 2021-2027.

5.5. Procédure d'achat

Afin de limiter la charge de travail pour le bénéficiaire et l'Autorité de Gestion, un maximum de 10 marchés sera retenu par opération sur les dépenses éligibles. La comptabilisation des marchés interviendra comme suit :

- Marchés allotis : 1 lot = 1 contrat = 1 marché ;
- Marché subséquent = 1 marché ;
- Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable = 1 marché ;
- Marché de groupement de commande = 1 marché ;
- Achat par centrale d'achats = 1 marché.

Ce point sera contrôlé à l'instruction et à la certification des dépenses.

6. TAUX D'INTERVENTION ET MONTANT DE L'AIDE

- Taux maximum de FEDER : **70 % du coût total éligible**
- Montant minimum d'aide FEDER : **250 000 €** ce qui signifie que ne seront programmées que les opérations mobilisant au moins 250 000€ de FEDER.

À l'issue de la phase d'instruction de chaque dossier, l'autorité de gestion applique un taux de cofinancement FEDER qui dépend notamment :

- Du montant des autres sources de cofinancement apportées au projet ;
- Pour les collectivités territoriales ou les groupements de collectivités territoriales des dispositions des articles L.1111-9 et suivants du code général des collectivités territoriales.

¹ Dépenses administratives pour lesquelles il est difficile de déterminer avec précision le montant imputable à une opération ou à un projet spécifique (les dépenses administratives telles que les frais de gestion, de recrutement, de comptabilité et de nettoyage, les frais de téléphone, d'eau et d'électricité, etc.) (Source : Guide « Option de coûts simplifiés Fonds Européens 2021-2027 », ANCT)

² [Règlement CPR (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes

Règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FEDER

Règlement (UE) 2021/1056 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FTJ

Règlement (UE) 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant sur le FSE+]

Le respect de ces taux et seuils est vérifié **au dépôt** de la demande d'aide et à l'issue de l'instruction, après ajustement éventuel du plan de financement.

7. INDICATEURS

Les projets soutenus par des crédits européens doivent s'inscrire dans une logique de performance qui s'évalue par les indicateurs suivants :

- **RCO26 « Infrastructures vertes mises en place ou réaménagées en vue de l'adaptation au changement climatique » ;**
- **ISR24 « Population directement concernée par la restauration / création des espaces naturels ».**

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble de l'opération. Ces données seront à fournir lors de la constitution de votre dossier de demande d'aide mais également, lors des demandes de paiement.

Les informations relatives aux indicateurs sont détaillées en **annexe B** de l'appel.

8. PROCEDURE DE CANDIDATURE A L'APPEL A PROJETS

Pour plus d'informations concernant la procédure de candidature, consultez le [guide du candidat](#).

8.1. Portail e-Synergie

Le dépôt des dossiers de demandes de subvention au titre du Programme Provence-Alpes-Côte d'Azur et Massif des Alpes FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 s'effectue par voie dématérialisée sur le **portail e-Synergie**.

Le portail e-SYNERGIE est accessible à l'adresse suivante :

[E-Synergie - Portail \(synergie-europe.fr\)](https://synergie-europe.fr)

8.2. Composition du dossier de candidature

Pour vous aider à déposer sur e-Synergie votre dossier de demande de subvention, il est nécessaire de prendre connaissance de l'ensemble des documents disponibles à cette adresse : [Documents clés 2021-2027 - Europe en Région Sud](#) (maregionsud.fr).

La liste des pièces à fournir est indiquée dans le document « **Grille pièces à joindre** » joint à l'appel à projets.

8.3. Contacts et renseignements

Pour tout renseignement relatif au présent appel à projets, vous pouvez nous contacter par courriel à l'adresse indiquée ci-dessous et sur la base de la « **fiche projets Priorité 2** » disponible sur la page dédiée à l'appel : [Europe en Région Sud](#)

Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Direction des Affaires Européennes

Service Transition Juste Ecologique et Energétique

federOS2@maregionsud.fr en précisant en objet l'intitulé de l'appel.

8.4. Recevabilité du dossier de candidature

Une fois le dossier déposé et validé dans e-Synergie, une attestation de dépôt est générée automatiquement.

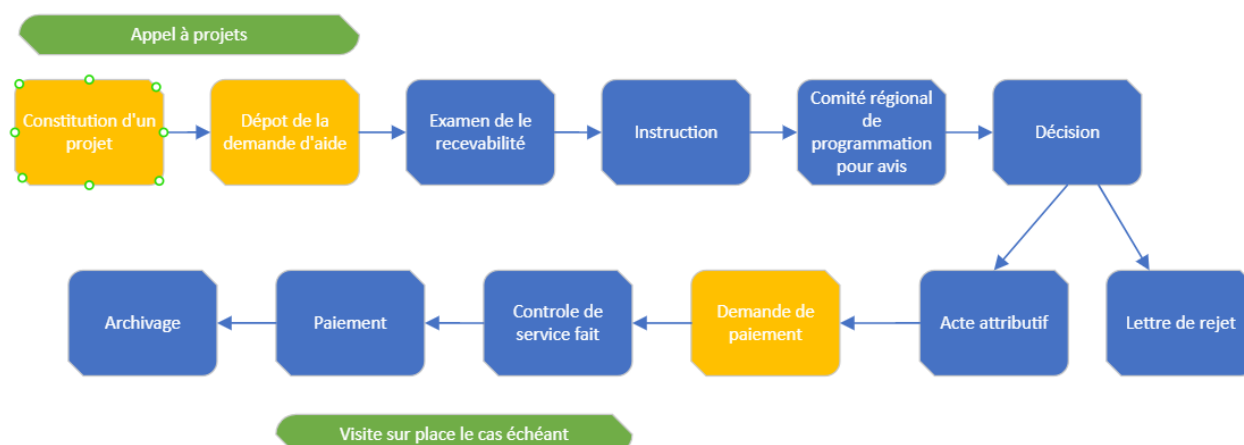
Un dossier est jugé recevable selon des critères cumulatifs suivants :

- Avoir été dûment daté et signé par la personne habilitée ;
- Avoir été transmis dans les délais mentionnés dans l'appel à projets ;
- Respecter les montants et/ou taux plancher et/ou plafond, indiqués dans l'appel à projets ;
- Être accompagné par le document attestant de la capacité du représentant légal à engager la structure.

Les dossiers irrecevables ne sont pas instruits et les porteurs de projets sont tenus informés de leur rejet ainsi que le comité régional de programmation.

9. MODALITES DE SELECTION ET CONVENTIONNEMENT DES PROJETS

Les modalités de sélection et de conventionnement des projets sont détaillées dans le guide du candidat



Après signature de l'acte attributif de subvention entre le bénéficiaire et l'autorité de gestion, la subvention européenne sera versée sous la forme

- D'un ou plusieurs acomptes : sur justifications des dépenses acquittées et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues ;
- D'un solde : sur justifications des dépenses acquittées, des cofinancements perçus et après application du taux FEDER conventionné aux dépenses éligibles retenues.

10. OBLIGATIONS DES BENEFICIAIRES DES OPERATIONS SELECTIONNEES

Les bénéficiaires des opérations sélectionnées devront respecter plusieurs principes qui seront énoncés dans l'acte attributif de subvention. Le non-respect de ces principes entraînera la diminution de la subvention européenne accordée et le cas échéant le reversement des sommes déjà perçues voire le retrait de la subvention (notamment en cas d'inéligibilité de l'opération entraînant la déprogrammation du dossier). Avant tout dépôt de demande de subvention européenne, il est donc nécessaire de consulter les informations relatives à ces principes figurant dans le [guide du candidat](#) et dans le [guide du bénéficiaire](#).

11. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE GESTION

11.1. Respect de la confidentialité

L'Autorité de gestion s'engage à préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel en relation directe avec l'objet de la convention, dûment qualifiés de confidentiels et dont la divulgation pourrait causer préjudice au bénéficiaire.

La confidentialité est appliquée sans préjudice des règles de publication applicables au niveau de la publicité européenne.

11.2. Traitement et la protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de la présente convention.

Toute donnée à caractère personnel sera traitée par l'Autorité de gestion conformément au règlement (CE) n° 2016/679 du 27 avril 2016.

Dans le cas d'une opération financée conformément à un régime d'aides d'état pris sur la base du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, l'Autorité de gestion conserve le dossier détaillé sur l'aide octroyée pendant dix ans à compter de la date d'octroi de l'aide.

Les personnes dont les données à caractère personnel sont traitées disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de ces données qui peut être exercé en s'adressant au délégué à la protection des données de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, par courrier postal à l'adresse : 27 Place Jules Guesde 13481 Marseille Cedex 20, ou par courriel à l'adresse : dpd@maregionsud.fr.

ANNEXE A RELATIVE AUX CRITERES DE SELECTION

Blocs de critères	Note/20	Critères
I QUALITE	14	Raison d'être du projet, processus d'élaboration et cadre de réalisation
		Appréciation du niveau de maturité du projet
		Valeur ajoutée et impact du projet sur sa thématique ou le territoire
		Réponse aux enjeux du développement durable/respect des principes horizontaux/charte des droits fondamentaux
II PERFORMANCE	6	Capacité administrative du porteur
		Performance financière du projet
		Contribution du projet aux indicateurs du programme
TOTAL	20	

ANNEXE B RELATIVE AUX INDICATEURS

Le suivi des indicateurs est central car la Région :

- s'est engagée à atteindre des objectifs en 2029 et votre projet participe directement à l'atteinte de ces cibles ;
- doit s'assurer que la donnée est cohérente, exacte, qu'elle répond aux exigences de la Commission européenne en termes de qualité et de fiabilité (article 69 paragraphe 4 du règlement 2021/1060).

Par conséquent, les indicateurs font l'objet d'une instruction au même titre que l'ensemble du projet :

- **Lors de l'instruction** du dossier, les instructeurs vérifieront la bonne adéquation du choix des indicateurs retenus pour l'opération avec l'action concernée, des valeurs prévisionnelles et de références renseignées ainsi que des pièces justificatives que vous serez en mesure de fournir.
- **Lors de la demande de paiement**, les instructeurs valideront les valeurs des indicateurs de réalisation retenues à la fin de l'exécution physique et financière du projet.

Les deux indicateurs concernés par l'appels à projets sont définis et détaillés sur le plan méthodologique dans le tableau ci-après.

Code e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir au moment de la valorisation
RCO26	Infrastructures vertes mises en place ou réaménagées en vue de l'adaptation au changement climatique	Hectare	<p>L'indicateur mesure la surface de l'infrastructure verte mise en œuvre dans le cadre de l'opération.</p> <p>Il s'agit de comptabiliser la superficie de la zone concernée par les travaux aussi bien des solutions fondées sur la nature que des travaux de restauration continuités écologiques quels qu'ils soient, avec le détail des zones retenues au titre de l'opération.</p>	<p>L'indicateur est à renseigner une première fois par le porteur de projet, au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, à partir de son estimation ou d'un document d'étude préalable aux travaux.</p> <p>→ L'annexe 4 du dossier de demande d'aide dédiée aux indicateurs doit être remplie.</p>	<p>L'indicateur est à renseigner une seconde fois, lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie.</p> <p>→ Le rapport d'exécution du projet doit comporter un plan des travaux réalisés où figurent les surfaces concernées par l'indicateur de réalisation.</p>

Code e-Synergie	Définition de l'indicateur	Unité	Méthode de calcul	Pièces justificatives à fournir au moment du dépôt de la demande de subvention	Pièces justificatives à fournir au moment de la valorisation
ISR24	Population directement concernée par la restauration / création des espaces naturels	Nombre de personnes	<p>L'indicateur comptabilise la population totale³ de la commune issue des données INSEE « population légale 2020⁴».</p> <p>Il s'agit de comptabiliser la population totale de la commune où les travaux sont réalisés. Si plusieurs communes sont concernées, le cumul des populations totales des communes est effectué.</p> <p>Si une commune est dotée d'arrondissements (cas de Marseille), il s'agit de comptabiliser la population totale de l'arrondissement où les travaux sont réalisés.</p>	<p>L'indicateur est à renseigner une première fois par le porteur de projet, au moment du dépôt du dossier de demande de subvention, à partir de la « population légale 2020 (NSEE) » de la ou des communes concernées par le projet.</p> <p>→ L'annexe 4 du dossier de demande d'aide dédiée aux indicateurs doit être remplie.</p>	<p>L'indicateur est à renseigner une seconde fois, lors du dépôt de la demande de solde sur eSynergie.</p> <p>→ Le rapport d'exécution du projet doit comporter le nom des communes comptabilisées et les valeurs de population totale légale 2020⁵ (source INSEE).</p>

Sauf cas particulier qui devra être justifié, ces indicateurs s'appliqueront aux opérations visées par le présent appel à projets.

A noter que tous les indicateurs seront **conventionnés**.

³ La population totale = population municipale + population comptée à part (INSEE 2023).

⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6683035?sommaire=6683037>

⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6683035?sommaire=6683037>